



## Objet : **Préavis de grève intersyndical SGEN-CFDT / FSU / UNSA à l'AEFE pour les 13 et 15 mai 2025**

Madame la Directrice générale,

Jeudi 3 avril 2025, l'ensemble des organisations syndicales ont boycotté le Comité Social d'Administration de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE). En l'absence de réponse et de réaction de la Direction de l'Agence, l'ensemble des représentant·es des personnels ont décidé de siéger à distance à la reconvoque du CSA du 15 avril sans prononcer un seul mot, car le sens même du dialogue à l'Agence est bafoué depuis trop longtemps. En signe de protestation, les organisations syndicales ont aussi voté unanimement contre tous les textes proposés.

Les organisations syndicales dénoncent à la fois l'absence d'un réel dialogue social au sein de cet opérateur public et le mépris des personnels et de leurs représentant·es. Cela s'inscrit dans la continuité d'une série d'actions syndicales lancées dans le réseau de l'AEFE et menées par les personnels de l'Agence depuis le début de l'année scolaire. Inlassablement, les difficultés des personnels, leurs revendications et leurs préoccupations doivent être remises à l'ordre du jour par les organisations syndicales. Or, elles sont sans cesse repoussées par la direction de l'Agence, quand elles ne sont pas minorées, voire ignorées. Il arrive même, désormais, que des personnels qui s'engagent dans l'action syndicale locale soient menacés ! C'est inacceptable.

Quant aux règles d'organisation du dialogue social et de certaines instances, elles sont de plus en plus bafouées. Pire, l'exercice du droit syndical dans le réseau est menacé. Par ailleurs, nos rappels aux textes sont accueillis de façon mitigée, voire virulente. Cela ne peut plus durer : l'un des plus grands opérateurs publics de l'État se doit de respecter les textes en vigueur et la loi.

Les organisations syndicales représentatives à l'AEFE appellent solennellement à l'ouverture urgente des dossiers qui n'ont que trop attendu :

- paiement de toutes les indemnités statutaires pour les personnels détachés,
- réouverture des discussions sur une réforme de l'avantage familial,
- refonte de l'indemnité spécifique de vie locale (ISVL / ICCVL),
- reprise des négociations pour les personnels de droit local,
- respect de l'exercice du droit syndical pour les personnels de droit local dans les EGD,
- organisation du groupe de travail demandé pour l'aide à la mise en place des commissions hygiène, sécurité et conditions de travail des établissements,
- mise en place du plan de prévention des risques psycho-sociaux en associant les membres de la formation spécialisée en santé, sécurité et conditions de travail.

Les organisations syndicales demandent aussi que l'AEFE s'implique activement :

- auprès du MEN pour mettre fin à la limitation à 6 ans de la durée des détachements à l'étranger, imposée depuis 2019. Les établissements en subissent les effets délétères : instabilité des équipes enseignantes, fragilisation de l'offre pédagogique, baisse du nombre des candidatures,
- auprès de son ministère de tutelle, le MEAE, pour obtenir un budget à la hauteur des besoins : alors que les effectifs croissent, près de 200 postes de détachés sont supprimés en 2025 et 2026.

Obnubilée par la commande présidentielle "Cap 2030" de doublement des effectifs d'élèves de l'enseignement français à l'étranger, l'Agence abandonne progressivement ses valeurs, son réseau historique (établissements en gestion directe et conventionnés) et ses personnels. Comble de l'ironie, elle le fait en se consacrant au développement de sa propre concurrence, celle des établissements partenaires privés subventionnés par de l'argent public.

La FSU, l'UNSA et la CFDT appellent l'AEFE à changer de fonctionnement et de politique et à revenir au cœur de ses missions et de ses obligations d'opérateur public.

Pour cela, nos organisations syndicales déposent deux préavis de grève sur l'ensemble du réseau AEFE comme dans les services centraux pour les journées du mardi 13 mai et du jeudi 15 mai 2025.

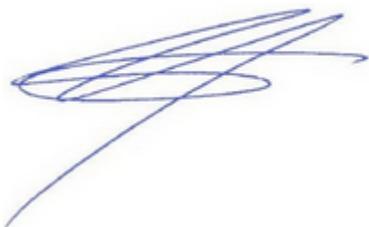
Nous vous prions d'agréer, Madame la Directrice générale, l'expression de nos respectueuses salutations.



Xavier AUGER  
Sgen-CFDT de l'étranger



Djamel SOUIAH  
SE-UNSA Hors de France



Clémence CHAUDIN  
FSU-SNUipp  
Hors de France



Patrick SOLDAT  
SNES-FSU  
Hors de France



Anthony DELTOUR  
SNEP-FSU  
Hors de France